

Le Grand Débat National

Salle des fêtes de Florac Trois Rivières, le 15/02/2019 à partir de 18 H 30

Accueil des participants par Monsieur le maire.

Présentation du contexte et des règles d'organisation de la réunion par Roland PLANTIN, animateur de la réunion à la demande de la municipalité à l'origine de la réunion publique.

Synthèse des interventions selon les quatre thèmes du Grand Débat National

LA TRANSITION ECOLOGIQUE

- Retour au ferroutage.
- La transition écologique traitée à travers la fiscalité est un échec.
- Pourquoi ne pas développer l'énergie hydrolienne, compte-tenu de la configuration de notre pays qui possède une grande longueur de côtes ?
- Développer le conditionnement en vrac pour réduire les emballages alimentaires.
- Lutter davantage et plus efficacement contre le gaspillage alimentaire.
- L'écologie est toujours abordée sous l'aspect répressif.
- Les objets industrialisés sont de moins en moins durables. Il faut lutter contre l'obsolescence programmée.
- Témoignage émouvant d'une jeune de presque trente ans : fataliste, qui n'a pas de modèle, ne sait plus vers quoi, vers qui se tourner. Son rêve : que la France soit la lumière de l'Europe, qu'elle soit exemplaire au niveau écologique.
- La gestion des possibilités écologiques de la planète, c'est forcément du commun, du collectif : avoir des projets en commun via le monde associatif, les coopératives. L'écologie et le social doivent être liés.
- Les médias nous incitent à consommer plus alors que nous devrions plutôt consommer mieux !
- Soyons écologiques chacun à notre niveau. C'est ce qui serait le plus efficace !
- Un développement soutenable (durablement) plutôt que Développement durable.
- On nous incite à changer nos modes de vie au travers de la fiscalité : changer de chaudière, de voiture... mais l'écologie ne doit pas reposer uniquement sur les productions industrielles.
- Injustice de la suppression des emplois aidés.

LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

- Trop de taxes sur les produits de première nécessité pour les femmes : pilule, serviettes...
- La migration liée au réchauffement climatique : nécessité de traiter ces problèmes au niveau européen plutôt qu'à travers la fiscalité nationale.
- L'ISF doit être distingué en fonction de la façon dont l'enrichissement a été réalisé.
- Rétablir et rebaptiser l'ISF en le nommant IDS : Impôt De la Solidarité, pour réduire l'exil fiscal.
- Le coût du travail est trop élevé. Nous devons préserver une différenciation du CICE entre les petites entreprises qui créent de l'emploi et les grandes entreprises qui en suppriment.
- Nous devons préserver la valeur et la fierté du travail par rapport à la spéculation en bourse.
- Le retraité qui a travaillé toute sa vie, et à qui on a retiré 37 € sur sa retraite ne l'accepte pas, quand dans le même temps, on a supprimé l'ISF.
- Pourquoi avoir supprimé la demi-part pour les veufs et les veuves.
- Rétablissement de l'IDF : 3 Milliards + 43 Milliards de CICE + suppression des niches fiscales : 14 Milliards + 80 Milliards d'évasions fiscales = 140 Milliards pour 11 Milliards redistribués suite au mouvement des gilets jaunes (soit une moyenne estimée à 92 Euros par personne)
- Coût trop élevé des emplois créés grâce au CICE
- Sur 100 € de dépense publique: 57,60 € pour la Sécurité sociale ; 9,60 € pour l'éducation... Même si le coût de 0.1 € du sénat/assemblée/ministères représente peu, proportionnellement au budget de l'Etat, cette charge à une valeur symbolique très importante qui doit donc être communiquée comme telle.

LA DEMOCRATIE ET LA CITOYENNETE

- Prendre en compte le vote blanc et rendre le vote obligatoire.
- Danger du projet du Président Macron qui envisage de créer une armée franco-allemande. L'Europe proposée par le Général De Gaulle doit être une Europe des Nations et non une Europe fédérale. Ne pas oublier que nos amis sauveurs, les anglais, sont en train de sortir de l'Europe...
- La Police est trop répressive : l'exemple des 150 lycéens de Mantes la Jolie, parqués agenouillés mains sur la tête, pendant plusieurs heures... a choqué l'opinion.
- Mise en avant de l'intérêt du débat, de la démocratie directe. On ne se rencontre pas suffisamment, on ne développe pas suffisamment la culture de la critique, du débat, pour permettre d'avancer et de co-construire. Nécessité du social pour avancer.
- Scepticisme quant aux issues des grands débats : descendre dans la rue est pour beaucoup le moyen le plus efficace pour être entendu.
- Etre politicien ne devrait pas être une profession !
- Qui détient le pouvoir ? Les élus ou les hauts fonctionnaires ?
- Les gens qui sont descendus dans la rue n'attendent qu'une seule chose : l'amélioration de leur niveau de vie.
- Nous traversons une grosse crise de démocratie : nous devons reconstruire une nouvelle constitution et ne faisons pas confiance en nos élus car ils ne vont pas scier la branche sur laquelle ils sont assis.
- Rappel de la citation de Pierre DAC « Il est plus facile de faire sortir le dentifrice du tube que de l'y faire rentrer ! » Il faudra des changements importants « pour faire rentrer à nouveau le dentifrice dans le tube ! »
- Témoignage d'une jeune de 25 ans qui ne se sent pas en démocratie, trop de tests salivaires en Lozère. Trop de répression....
- La condition d'avoir un casier judiciaire vierge pour se présenter à un mandat d'élu devrait être imposé.
- Train de vie de l'Etat : plus de transparence sur les rapports...
- Trop de violence dans les jeux et dans le numérique en milieu familial.
- On retrouve actuellement les cahiers de doléances de 1985 : nécessité de réformer la constitution pour modifier efficacement la fiscalité. Nécessité de davantage de démocratie directe. Tirage au sort des élus, des grands électeurs ? Souhait d'un système participatif de gouvernance locale.
- Une plus grande justice sociale est davantage réclamée, qu'une réduction de l'impôt.
- Une pensée pour tous ceux qui ont été blessés dans les manifestations de gilets jaunes : ils ont contribué à faire prendre conscience de la situation.

L'ORGANISATION DE L'ETAT ET DES SERVICES PUBLIQUES

- Remise en cause du système politique Jacobin, centralisé avec trop de pouvoir au Président. Il faut décentraliser le pouvoir à l'exemple du Canada et de la Suisse.
- Réduction à 200 députés et 100 sénateurs.
- Il serait juste de rattacher le régime des députés et sénateurs au régime général.
- Demande d'une répartition plus équitable des services publics sur le territoire. Il faut stopper la fermeture des services postaux et des distributeurs de billets en milieu rural.
- Il est insupportable d'avoir perdu autant de services publics en milieu rural en comparaison avec les coûts de fonctionnement de l'Etat.
- Tout est fait pour supprimer les petites communes. Combat à mener contre la réduction de la DGF qui est 2 fois moindre (par habitant) dans les petites communes, que dans les grandes villes.
- Le quinquennat est trop court. Il faut revenir au septennat afin d'avoir plus de temps pour réformer.
- Manque de représentativité des élus de l'assemblée qui ne connaissent pas suffisamment les difficultés des classes populaires.
- Les élus doivent rendre des comptes sur leur efficacité et à défaut pouvoir être remplacés.

- Honte de la suppression des postes d'enseignants. Trop de violence due au sureffectif des classes dans certaines grandes villes et notamment en Ile de France.
- Mise à mal de la formation professionnelle par une réforme qui réduit fortement les heures d'enseignement professionnel au premier niveau d'enseignement et qui privilégie l'apprentissage.
- Difficultés liées à la suppression des accueils humains par la transformation numérique de nos services publics, souvent sans alternative et sans l'accompagnement nécessaire à la transformation.
- Inégalité sur nos territoires : exemple des internats d'établissements scolaires qui ouvrent le dimanche soir en ville et seulement le lundi en milieu rural.
- 17 départements classés hyper-ruraux dans une étude réalisée par Alain BERTRAND : la différenciation fiscale, la prise en compte des conséquences des lois... ne sont pas forcément applicables en milieu hyper-rural.

Fin du débat à 20 H 50.